



Assemblée générale

Distr. générale
12 février 2002
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session

Point 142 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, aux fins de laquelle l'Assemblée générale, dans sa résolution 54/268 du 15 juin 2002, a ouvert des crédits d'un montant total brut de 49 317 037 dollars (montant net : 45 078 102 dollars).

Les dépenses engagées au cours de la période se sont élevées à 45 989 300 dollars en chiffres bruts (montant net : 42 215 900 dollars), compte non tenu de contributions volontaires en nature d'une valeur de 3 670 700 dollars, d'où un solde inutilisé d'un montant brut de 3 327 737 dollars (montant net : 2 862 202 dollars).

Ce solde s'explique essentiellement par le fait, d'une part, que les dépenses ont été réduites parce que les activités de la Commission d'identification ont été suspendues et que le déploiement du personnel civil a été moins important que prévu et, d'autre part, qu'une partie des économies réalisées a été annulée par des dépenses au titre des opérations aériennes plus élevées que celles inscrites au budget.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la Mission sont énoncées au paragraphe 10 du présent rapport.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–4	3
II. Exécution du budget	5–8	3
III. Exécution du budget pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001	9	5
IV. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-sixième session	10	6
Annexes		
I. Exécution du budget de la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 : tableau récapitulatif.		7
II. Renseignements complémentaires sur les principaux écarts		9
III. Déploiement prévu et déploiement effectif du personnel militaire et civil (période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001)		15
IV. Montant réparti et dépenses effectives (période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001)		17

I. Introduction

1. Le Conseil de sécurité a créé la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) par sa résolution 690 (1991) du 29 avril 1991. Depuis, il a prorogé le mandat de la Mission dans diverses résolutions, dont la plus récente est la résolution 1380 (2001) du 27 novembre 2001, par laquelle il l'a prorogé jusqu'au 28 février 2002.

2. Le projet de budget de la MINURSO pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, qui est exposé dans le rapport du Secrétaire général en date du 7 mars 2000 (A/54/785), s'élevait en chiffres bruts à 46 611 600 dollars (montant net : 42 772 800 dollars), compte non tenu de contributions volontaires d'une valeur de 3 670 700 dollars. Ce montant a été mis intégralement en recouvrement.

3. Le budget de la Mission correspond aux effectifs autorisés par le Conseil de sécurité dans ses résolutions 1133 (1997) du 20 octobre 1997, 1204 (1998) du 30 octobre 1998 et 1238 (1999) du 14 mai 1999, c'est-à-dire 203 observateurs militaires, 27 militaires (20 agents d'appui médical et 7 plantons) et 81 membres de la police civile appuyés par 423 civils [300 membres du personnel international, 113 membres du personnel local et 10 observateurs de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)].

4. Sur la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, telle qu'elle est formulée dans les rapports A/54/841 et Add.7 du Comité en date du 7 avril 2000, l'Assemblée générale a, dans sa résolution 54/268 du 15 juin 2000, ouvert pour inscription au compte de la Mission, au titre de sa période budgétaire 2000-2001, un crédit d'un montant brut de 49 317 037 dollars (montant net : 45 078 102 dollars), comprenant un montant brut de 2 339 659 dollars (montant net : 1 979 841 dollars) à verser au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et un montant brut de 365 778 dollars (montant net : 325 461 dollars) pour la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi. Elle a par ailleurs décidé de mettre ce crédit en recouvrement à raison d'un montant brut de 4 109 753 dollars par mois (montant net : 3 756 509 dollars).

II. Exécution du budget

5. Les rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité en date, respectivement, des 12 juillet 2000 (S/2000/683), 25 octobre 2000 (S/2000/1029), 20 février 2001 (S/2001/148) et 20 juin 2001 (S/2001/613) fournissent des informations sur le fonctionnement de la MINURSO et sa situation sur le terrain pendant la période à l'examen.

6. On rappellera que, conformément à la résolution 1263 (1999) du Conseil de sécurité en date du 13 septembre 1999, la Mission avait déployé de nouveaux membres de la Commission d'identification, remis en état les centres d'identification et de recours et acquis un complément de matériel de bureau et de matériel informatique afin de mener à bien l'identification des membres de certaines tribus souhaitant être inscrits sur les listes électorales et de lancer la deuxième partie de la procédure de recours. Par la suite, les parties ayant eu des divergences de vues au sujet de l'interprétation à donner aux principales dispositions du plan de règlement, en particulier celles relatives à la conduite de la procédure de recours, et conformément au paragraphe 57 du document S/2001/613, le plan de règlement a été

mis en attente et les activités de la Commission d'identification de la Mission et de son personnel d'appui se sont bornées à contrôler la qualité, à regrouper les dossiers d'identification et de recours, à continuer à préparer concrètement le personnel aux « audiences » et à archiver électroniquement tous les dossiers. La réduction des effectifs considérés comme non indispensables devait être mise à l'étude.

7. Tout cela explique en grande partie le solde inutilisé de 3 327 700 dollars, qui représente 6,75 % du montant brut des crédits ouverts pour la période. Les économies réalisées pendant la période à l'examen sont dues: a) au fait que les dépenses afférentes aux observateurs militaires et aux contingents ont diminué parce qu'un nombre d'observateurs militaires plus faible que prévu a été déployé; le nombre des voyages a diminué; les frais de voyage et les dépenses au titre des rations ont été inférieurs à ceux inscrits au budget; et le nouveau mémorandum d'accord avec la République de Corée relatif à une unité médicale ne s'est pas concrétisé; b) au fait que les dépenses afférentes au personnel civil ont diminué parce que le nombre des membres de la police civile déployés a été limité et le pourcentage de postes vacants élevé (55 %), d'où un nombre de voyages (34) et des indemnités d'habillement et d'équipement moindres que prévu; le taux de vacance de postes dans la catégorie des administrateurs recrutés sur le plan international (37 %) a été supérieur au taux budgétisé (35 %) et le pourcentage de personnel engagé spécifiquement pour la Mission (89 %) supérieur au pourcentage attendu (70 %); le traitement du personnel local a été inférieur aux prévisions en raison de fluctuations des taux de change et d'un taux de vacance de postes de 3 %, élément qui a été partiellement contrebalancé par des frais de voyage supplémentaires, qui tiennent au fait que l'Envoyé spécial du Secrétaire général a dû effectuer des voyages imprévus; des frais de formation ont été imputés par inadvertance à la rubrique; et il n'a pas été recouru aux services du juriste indépendant; c) à la diminution de l'ensemble des dépenses de fonctionnement, due au ralentissement des activités de la Commission d'identification, qui a entraîné une diminution des besoins en essence, en huiles et en lubrifiants et une diminution du nombre des véhicules à assurer; à l'assistance fournie par l'Armée royale marocaine, qui a amélioré l'état des pistes des aérodromes; au faible coût d'achat des véhicules, contrebalancé en partie par l'augmentation des dépenses engagées pour acheter des pièces détachées, effectuer des réparations et maintenir les véhicules en état; à l'augmentation du coût contractuel horaire des opérations aériennes à compter du 1er août 2000, qui a entraîné la fermeture de deux pistes d'aérodrome sur le terrain et obligé la Mission à remplacer les vols d'aéronef par des vols d'hélicoptère; et d) à la diminution des dépenses de formation, due à l'imputation par inadvertance de dépenses de ce type à la sous-rubrique Autres frais de voyage de la rubrique Dépenses afférentes au personnel civil.

8. De plus, pendant la période à l'examen, la Mission a reçu des contributions volontaires en nature d'une valeur totale de 3 670 745 dollars des Gouvernements hôtes de l'Algérie et du Maroc et du Frente Popular para la Liberación de Saguia el-Hamra y del Río de Oro (Front POLISARIO), à hauteur respectivement de 625 156 dollars, 2 845 589 dollars et 200 000 dollars, ce qui lui a permis de ne pas engager autant de dépenses que le prévoyait son budget approuvé (aux rubriques Location de locaux et Rations). Ces contributions ont consisté, pour les Gouvernements hôtes, à financer les chambres d'hôtel et les repas des nouveaux membres de la Commission d'identification et de leur personnel d'appui pendant leur séjour au quartier général de la Mission.

III. Exécution du budget pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

9. Comme l'indique le tableau 1 ci-après, par rapport au montant brut des crédits ouverts aux fins du fonctionnement de la Mission pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, qui s'élevait à 49 317 037 dollars (montant net : 45 078 102 dollars), le montant brut des dépenses engagées s'est établi à 45 989 300 dollars (montant net : 42 215 900 dollars), dont 4 275 300 dollars d'engagements non réglés, d'où un solde inutilisé d'un montant brut de 3 327 737 dollars (montant net : 2 862 202 dollars), représentant 7 % du montant brut des crédits ouverts. Par ailleurs, au cours de la période à l'examen, la MINURSO a reçu des contributions volontaires en nature d'une valeur estimée à 3 670 700 dollars (voir par. 8 ci-dessus). L'annexe I au présent rapport contient des renseignements sur l'exécution du budget au cours de la période à l'examen par rubrique et l'annexe II, des informations supplémentaires sur les écarts importants entre les crédits autorisés et les dépenses engagées. L'annexe IV contient un diagramme montrant les montants répartis et les dépenses effectives par grande rubrique budgétaire.

Tableau 1
Montants répartis et dépenses effectives

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montant réparti^a</i>	<i>Dépenses effectives^b</i>	<i>Écart</i>
Personnel militaire	7 450,2	7 144,0	306,2
Personnel civil	24 975,9	22 523,2	2 452,7
Dépenses opérationnelles	10 328,7	10 239,6	89,1
Autres programmes	18,0	3,8	14,2
Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi	325,5	325,5	–
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	1 979,8	1 979,8	–
Contributions du personnel	4 238,9	3 773,4	465,5
Total brut	49 317,0	45 989,3	3 327,7
Recettes provenant des contributions du personnel	(4 238,9)	(3 773,4)	(465,5)
Total net	45 078,1	42 215,9	2 862,2
Contributions volontaires en nature budgétisées	3 670,7	3 670,7	–
Contributions volontaires en nature non budgétisées	–	–	–
Total des ressources	52 987,7	49 660,0	3 327,7

^a Sur la base des crédits ouverts par l'Assemblée générale dans sa résolution 54/268 du 15 juin 2000.

^b Dont 4 275 300 dollars d'engagements non réglés.

Tableau 2
Personnel militaire et civil : effectifs autorisés, postes pourvus et pourcentage de postes vacants pendant la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

<i>Catégorie de personnel</i>	<i>Effectifs autorisés</i>	<i>Effectifs déployés (moyenne)</i>	<i>Pourcentage de postes vacants</i>
Observateurs militaires	203	201	1
Contingents	27	27	
Police civile	81	37	54
Personnel international	300	246	18
Personnel local	113	110	3
Observateurs de l'OUA	10	7	30

IV. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-sixième session

10. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la MINURSO sont les suivantes :

a) Décider de l'affectation du montant brut de 3 327 737 dollars (montant net : 2 862 202 dollars) resté inutilisé pendant la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001;

b) Décider de l'affectation des autres recettes pour la même période, dont le montant s'établit à 2 482 000 dollars et qui se répartissent comme suit : intérêts perçus (283 000 dollars), recettes diverses (89 000 dollars) et économies réalisées sur les engagements afférents à la période précédente ou annulation de ces engagements (2 110 000 dollars).

Annexe I

Exécution du budget de la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 : tableau récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3)</i>	<i>(4) = (1 - 3)</i>
	<i>Montants répartis^a</i>	<i>Dépenses non renouvelables</i>	<i>Montant total des dépenses (y compris les dépenses non renouvelables)</i>	<i>Écart</i>
I. Personnel militaire				
1. Observateurs militaires	5 267,9	–	5 159,0	108,9
2. Contingents	1 835,0	–	1 689,8	145,2
3. Autres dépenses afférentes au personnel militaire				
a) Matériel appartenant aux contingents	170,8	–	170,8	–
b) Soutien logistique autonome	52,1	–	–	52,1
c) Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	124,4	–	124,4	–
Total partiel, rubrique 3	347,3	–	295,2	52,1
Total, catégorie I	7 450,2	–	7 144,0	306,2
II. Personnel civil				
1. Police civile	2 011,6	–	960,6	1 051,0
2. Personnel international et personnel local	22 742,2	–	21 432,4	1 309,8
3. Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
4. Personnel fourni par des gouvernements	222,1	–	130,2	91,9
5. Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Total, catégorie II	24 975,9	–	22 523,2	2 452,7
III. Dépenses opérationnelles				
1. Locaux/hébergement	554,6	–	428,1	126,5
2. Remise en état des infrastructures	30,0	–	8,1	21,9
3. Transports	1 285,2	15,4	1 084,5	200,7
4. Opérations aériennes	4 947,8	171,3	5 979,3	(1 031,5)
5. Opérations navales	–	–	–	–
6. Transmissions	1 052,1	329,0	782,7	269,4
7. Matériel divers	1 389,5	930,8	963,2	426,3
8. Fournitures et services	1 032,2	–	962,9	69,3
9. Fret aérien et de surface				
a) Transport du matériel appartenant aux contingents	–	–	–	–

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3)</i>	<i>(4) = (1 - 3)</i>
	<i>Montants répartis^a</i>	<i>Dépenses non renouvelables</i>	<i>Montant total des dépenses (y compris les dépenses non renouvelables)</i>	<i>Écart</i>
b) Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées	37,3	–	30,8	6,5
Total partiel, rubrique 9	37,3	–	30,8	6,5
Total, catégorie III	10 328,7	1 446,5	10 239,6	89,1
IV. Autres programmes				
1. Fournitures et services liés aux élections	–	–	–	–
2. Programmes d'information	–	–	–	–
3. Programmes de formation	18,0	–	3,8	14,2
4. Programmes de déminage	–	–	–	–
5. Aide au désarmement et à la démobilisation	–	–	–	–
Total, catégorie IV	18,0	–	3,8	14,2
V. Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	325,5	–	325,5	–
VI. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	1 979,8	–	1 979,8	(0,0)
VII. Contributions du personnel	4 238,9	–	3 773,4	465,5
Total net, catégories I à VII	49 317,0	1 446,5	45 989,3	3 327,7
VIII. Recettes provenant des contributions du personnel	(4 238,9)	–	(3 773,4)	(465,5)
Total net, catégories I à VIII	45 078,1	1 446,5	42 215,9	2 862,2
IX. Contributions volontaires en nature budgétisées	3 670,7	–	3 670,7	–
X. Contributions volontaires en nature non budgétisées	–	–	–	–
Total des ressources	52 987,7	1 446,5	49 660,0	3 327,7
				<i>Montant</i>
XI. Autres recettes/ajustements				
Intérêts perçus				283,0
Recettes diverses				89,0
Contributions volontaires en espèces				–
Ajustements au titre de périodes antérieures				–
Économies réalisées sur des engagements afférents à des périodes antérieures ou annulation d'engagements				2 110,0
Total, catégorie XI				2 482,0

^a Sur la base des crédits ouverts par l'Assemblée générale dans sa résolution 52/268 du 15 juin 2000.

Annexe II

Renseignements complémentaires sur les principaux écarts

Personnel militaire

*Montant réparti : 7 450 200 dollars; dépenses : 7 144 000 dollars;
écart : 306 200 dollars*

1. Le solde inutilisé de 306 200 dollars tient au fait que les dépenses ont été moindres que prévu aux rubriques Observateurs militaires (108 900 dollars), Contingents (145 200 dollars) et Autres dépenses afférentes au personnel militaire (52 100 dollars).

Observateurs militaires

*Montant réparti : 5 267 900 dollars; dépenses : 5 159 000 dollars;
écart : 108 900 dollars*

2. Le solde inutilisé de 108 900 dollars tient au fait que les dépenses engagées ont été inférieures aux crédits autorisés aux rubriques Indemnité de subsistance (missions) (60 600 dollars), Indemnité d'habillement et d'équipement (2 700 dollars) et Frais de voyage (45 600 dollars) parce que le déploiement des observateurs militaires et les voyages au titre des déploiements, rapatriements et relèves ont été moins importants que prévu. Alors que, selon le budget, 203 observateurs militaires devaient être déployés au cours de la période à l'examen, 201 seulement l'ont été, soit un taux de vacance de postes de 1 %. De plus, sur les 203 voyages prévus au titre des déploiements, rapatriements et relèves au cours de cette même période, seuls 153 ont été effectués.

Contingents

*Montant réparti : 1 835 000 dollars; dépenses : 1 689 800 dollars;
écart : 145 200 dollars*

3. Le solde net inutilisé de 145 200 dollars s'explique essentiellement par le fait que les dépenses ont été moindres que prévu aux rubriques Rations (111 700 dollars), Déploiement, relève et rapatriement (33 000 dollars) et Indemnité de subsistance (missions) (3 000 dollars). En effet, le budget approuvé prévoyait l'achat de rations pour le personnel civil en poste dans les centres d'identification et de recours mais la plupart de ces centres, fermés à partir du début 2000, sont restés inactifs pendant le reste de la période à l'examen et les membres de la Commission d'identification et leur personnel d'appui ont dû être relogés au siège de la Mission, où leurs repas sont fournis par le gouvernement hôte à titre de contributions volontaires en nature. Les économies de 147 700 dollars qui ont découlé de cette situation ont été en partie contrebalancées par de faibles dépenses imprévues aux rubriques Remboursement au taux standard du coût des contingents (2 100 dollars), Indemnité d'habillement et d'équipement (100 dollars) et Indemnité journalière (200 dollars), dues au chevauchement des périodes de déploiement du personnel militaire.

Autres dépenses afférentes au personnel militaire

*Montant réparti : 347 300 dollars; dépenses : 295 200 dollars;
écart : 52 100 dollars*

4. Il était prévu de réviser les modalités conclues avec le Gouvernement de la République de Corée touchant le remboursement du matériel appartenant à ses contingents, la méthode de remboursement de ce type de matériel ayant été modifiée. Le solde inutilisé de 52 100 dollars s'explique essentiellement par le fait que ces modalités n'ont pas été révisées et que les dépenses que le Gouvernement de la République de Corée a engagées au titre du soutien autonome de la Mission en fournissant du matériel médical et divers accessoires ne lui ont pas encore été remboursées.

Personnel civil

*Montant réparti : 24 975 900 dollars; dépenses : 22 523 200 dollars; écart :
2 452 700 dollars*

5. Le solde inutilisé de 2 452 700 dollars tient au fait que les dépenses ont été inférieures aux montants prévus aux rubriques Personnel civil (1 051 000 dollars), Personnel international et personnel local (1 309 800 dollars) et Personnel fourni par des gouvernements (91 900 dollars).

Police civile

*Montant réparti : 2 011 600 dollars; dépenses : 960 600 dollars; écart : 1 051 000
dollars*

6. Le solde inutilisé de 1 051 000 dollars tient principalement à un taux de vacance de postes supérieur à la moyenne (55 %) alors qu'on avait établi le budget en appliquant un coefficient de 5 % de postes non occupés. Il était prévu que la Mission déploie des effectifs autorisés de 81 agents pendant la période considérée. Or, 37 agents seulement ont été effectivement déployés du fait de la liquidation de la Commission d'identification et des centres de recours depuis le début de 2000, d'où les soldes inutilisés constatés aux rubriques Indemnité de subsistance (missions) (883 500 dollars), Frais de voyage (157 300 dollars) et Indemnité d'habillement et d'équipement (10 200 dollars).

Personnel international et personnel local

*Montant réparti : 22 742 200 dollars; dépenses : 21 432 400 dollars; écart :
1 309 800 dollars*

7. Le solde inutilisé de 1 309 800 dollars est dû principalement au fait que les dépenses ont été inférieures aux montants prévus au titre des traitements du personnel international (985 600 dollars) et du personnel local (231 200 dollars), des consultants (45 200 dollars), des dépenses communes de personnel (11 100 dollars) et de l'indemnité de subsistance (missions) (103 600 dollars). L'un des principaux facteurs qui ont contribué aux économies constatées est le taux de vacance de postes de 37 % pour le personnel international, contre 35 % prévu lors de l'établissement du budget. En outre, on avait prévu que 70 % du personnel international serait nommé pour une durée limitée mais ce pourcentage est passé à 89 % pendant la

période considérée, ce qui a permis de réaliser de nouvelles économies. Les économies réalisées à cette rubrique s'expliquent aussi par le fait que l'on n'a pas loué les services du juriste indépendant à la rubrique Consultants, bien qu'un plus faible montant ait été utilisé pour rémunérer un consultant alloué à l'Envoyé spécial du Secrétaire général.

8. Le montant total des économies réalisées sous cette rubrique a été en partie contrebalancé par les dépenses supplémentaires encourues à la rubrique Autres frais de voyage (66 900 dollars) pour financer les déplacements effectués par l'Envoyé spécial du Secrétaire général et son équipe d'appui à Genève et à Berlin pour assister à un débat technique sur le Sahara occidental, le voyage d'un fonctionnaire à la Mission pour des questions de sécurité aérienne, les déplacements du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix et d'un spécialiste des questions politiques et les déplacements de fonctionnaires inscrits à des stages de formation aux marchandises dangereuses, et par le coût des stages de formation inscrit par erreur à cette rubrique.

Personnel fourni par des gouvernements

Montant réparti : 222 100 dollars; dépenses : 130 200 dollars; écart : 91 900 dollars

9. Le solde inutilisé de 91 900 dollars tient à la réduction des activités de la Commission d'identification qui a permis de réaliser des économies aux rubriques Indemnité de subsistance (missions) (74 800 dollars) et Frais de voyage (17 100 dollars). Sur les 10 observateurs que l'OUA prévoyait d'envoyer pendant la période considérée, sept seulement en moyenne ont été effectivement déployés.

Dépenses opérationnelles

Montant réparti : 10 328 700 dollars; dépenses : 10 239 600 dollars; écart : 89 100 dollars

10. Le solde inutilisé de 89 100 dollars tient aux économies réalisées aux rubriques Locaux/hébergement (126 500 dollars), Remise en état des infrastructures (21 900 dollars), Transports (200 700 dollars), Transmissions (269 400 dollars), Matériel divers (426 300 dollars), Fournitures et services (69 300 dollars) et Fret aérien et de surface (6 500 dollars) qui ont été en partie contrebalancées par un dépassement à la rubrique Opérations aériennes (1 031 500 dollars).

Locaux/hébergement

Montant réparti : 554 600 dollars; dépenses : 428 100 dollars; écart : 126 500 dollars

11. Le solde inutilisé de 126 500 dollars tient à la réduction des activités de la Commission d'identification, qui a causé la fermeture de plusieurs de ses centres et la baisse de ses effectifs. Ce facteur a permis de réaliser des économies importantes aux rubriques Location de locaux (76 700 dollars), Services d'entretien (5 400 dollars) et Services collectifs de distribution (53 000 dollars) annulées en partie par des dépassements aux rubriques Aménagement et rénovation des locaux (6 000 dollars), pour les travaux effectués dans les bases d'opérations des équipes et au siège de Laayoune, et Fournitures d'entretien (2 600 dollars).

Remise en état des infrastructures

Montant réparti : 30 000 dollars; dépenses : 8 100 dollars; écart : 21 900 dollars

12. Le solde inutilisé de 21 900 dollars tient aux réparations que l'Armée royale marocaine est en train d'effectuer à titre gracieux sans que la Mission ait besoin de passer contrat avec des entreprises.

Transports

Montant réparti : 1 285 200 dollars; dépenses : 1 084 500 dollars; écart : 200 700 dollars

13. Le solde inutilisé net de 200 700 dollars tient principalement à la réduction des activités de la Commission d'identification qui a permis de faire des économies aux rubriques Carburants et lubrifiants (223 400 dollars) et Assurance (39 800 dollars), et à d'autres économies réalisées par un effort d'efficacité aux rubriques Achat de véhicules (1 100 dollars) et Matériel d'atelier (10 200 dollars). Le montant total des économies réalisées a été en partie contrebalancé par un dépassement à la rubrique Pièces de rechange, réparations et entretien (73 800 dollars), l'entretien de véhicules usagés dont le remplacement est prévu pour 2001-2002 étant revenu plus cher que prévu.

Opérations aériennes

Montant réparti : 4 947 800 dollars; dépenses : 5 979 300 dollars; écart : 1 031 500 dollars

14. Les montants supplémentaires demandés (1 031 500 dollars) à cette rubrique s'expliquent principalement par les dépassements constatés aux rubriques Hélicoptères (480 800 dollars) et Avions (531 300 dollars) du fait que la Mission a conclu de nouveaux contrats pour la fourniture de services d'appui aérien aux termes desquels le coût des heures de vol a augmenté de 32 % pour les hélicoptères et de 150 % pour les avions. Le montant total des dépassements a été en partie contrebalancé par les économies réalisées au titre de l'indemnité de subsistance des équipages (6 700 dollars) et des autres dépenses relatives aux opérations aériennes (13 900 dollars).

15. Il était prévu que la flotte de la Mission, composée de trois hélicoptères MI-8 et de trois avions AN-26, comptabiliserait 2 430 heures de vol au total. Toutefois, pendant la période considérée, le nombre d'heures de vol effectives a été de 2 637 heures pour les hélicoptères et de 1 637 pour les avions. Ces dépassements importants ont imposé des dépenses supplémentaires à la Mission. En outre, du fait de la fermeture de deux pistes d'atterrissage dans le nord et de la réduction des activités de la Commission d'identification, la flotte d'hélicoptères a dû faire des vols supplémentaires, d'où l'augmentation des dépenses de carburant pour hélicoptères et la réduction des besoins de carburant pour avions. Ces facteurs ont permis de réduire les dépenses relatives à l'indemnité de subsistance des équipages et les autres dépenses relatives aux opérations aériennes.

Transmissions

Montant réparti : 1 052 100 dollars; dépenses : 782 700 dollars; écart : 269 400 dollars

16. Le solde inutilisé de 269 400 dollars tient principalement aux économies réalisées aux rubriques Pièces de rechange et fournitures (88 800 dollars) du fait du remplacement de vieux matériel par du neuf et Communications par réseaux commerciaux (232 800 dollars) résultant du fait que la Mission a moins eu recours à INMARSAT et a réduit les activités de sa Commission d'identification. On notera qu'un V-SAT a été installé sur la base d'opérations des équipes de Tifariti au début de 2001, ce qui a permis de réduire les dépenses qu'aurait entraîné l'utilisation d'INMARSAT. Les économies réalisées à cette rubrique ont été en partie compensées par un dépassement à la rubrique Matériel de transmissions (51 600 dollars), les liaisons hertziennes ayant coûté plus cher que prévu, et par des dépenses de faible montant à la rubrique Matériel d'atelier et d'essai (600 dollars).

Matériel divers

Montant réparti : 1 389 500 dollars; dépenses : 963 200 dollars; écart : 426 300 dollars

17. Le solde inutilisé net de 426 300 dollars résulte des économies réalisées aux rubriques Mobilier de bureau (5 200 dollars), Matériel de bureau (176 100 dollars), Citernes à essence et débitmètres (112 100 dollars), Matériel d'hébergement (34 500 dollars), Autre matériel divers (52 000 dollars), Pièces de rechange, réparations et entretien (73 600 dollars) et Matériel d'épuration de l'eau (18 400 dollars), qui ont été en partie contrebalancées par un dépassement à la rubrique Matériel informatique (45 600 dollars).

18. Les économies réalisées sont principalement imputables à la réduction des activités de la Commission d'identification et au fait que la Mission n'a pas acheté de matériel sous les rubriques Citernes à essence et débitmètres et Matériel d'épuration de l'eau. Les dépenses supplémentaires constatées à la rubrique Matériel informatique sont dues à l'achat d'un système d'archivage électronique pour la Commission d'identification.

Fournitures et services

Montant réparti : 1 032 200 dollars; dépenses : 962 900 dollars; écart : 69 300 dollars

19. Le solde inutilisé de 69 300 dollars tient principalement à la réduction des dépenses à la rubrique Fournitures diverses (124 400 dollars) en partie contrebalancée par un dépassement à la rubrique Services divers (55 100 dollars). Les économies réalisées au titre des fournitures diverses sous les rubriques Papeterie et fournitures de bureau (24 000 dollars), Bâches antiprojectiles pour véhicules (87 300 dollars), Accessoires d'uniforme, drapeaux et autocollants (57 600 dollars) et Fournitures pour la défense des périmètres (16 200 dollars) résultent de la réduction des activités de la Commission d'identification et de l'achat de 118 bâches antiprojectiles au lieu des 160 prévues lors de l'établissement du budget, et ce à un coût unitaire inférieur aux prévisions. Les économies résultent aussi d'une baisse du coût des accessoires d'uniforme, drapeaux et autocollants. La réduction totale des dépenses est contrebalancée en partie par des dépassements au titre des fournitures

diverses, en particulier à la rubrique Fournitures médicales (57 900 dollars), dus au coût effectif des fournitures médicales que le Gouvernement de la République de Corée a fournies à la Mission selon les modalités fixées par la Lettre d'attribution et aux dépenses encourues à la rubrique Autres services divers (60 300 dollars) du fait en particulier des pertes sur change.

Fret aérien et de surface

Montant réparti : 37 300 dollars; dépenses : 30 800 dollars; écart : 6 500 dollars

20. Le solde inutilisé de 6 500 dollars est dû à une réduction des dépenses pendant la période considérée.

Autres programmes

Programmes de formation

Montant réparti : 18 000 dollars; dépenses : 3 800 dollars; écart : 14 200 dollars

21. Le solde inutilisé de 14 200 dollars est imputable au coût des stages de formation (Reality, CISCO systems, formation aux marchandises dangereuses) relevant de la rubrique Programmes de formation qui ont été inscrits par erreur sous Autres frais de voyage à la rubrique Personnel international et personnel local.

Contributions du personnel

Montant réparti : 4 238 900 dollars; dépenses : 3 773 400 dollars; écart : 465 500 dollars

22. Le solde inutilisé de 465 500 dollars est dû au fait que le pourcentage de postes vacants a été plus élevé que prévu pour le personnel international pendant la période considérée.

Recettes provenant des contributions du personnel

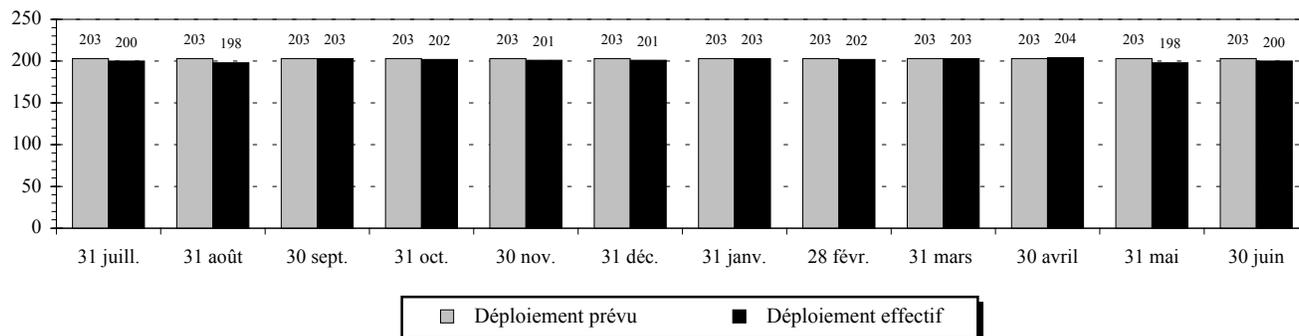
Montant réparti : (4 238 900 dollars); dépenses : (3 773 400 dollars); écart : (465 500 dollars)

23. Ces montants sont la contrepartie de ceux relatifs aux contributions du personnel (voir par. 22 ci-dessus).

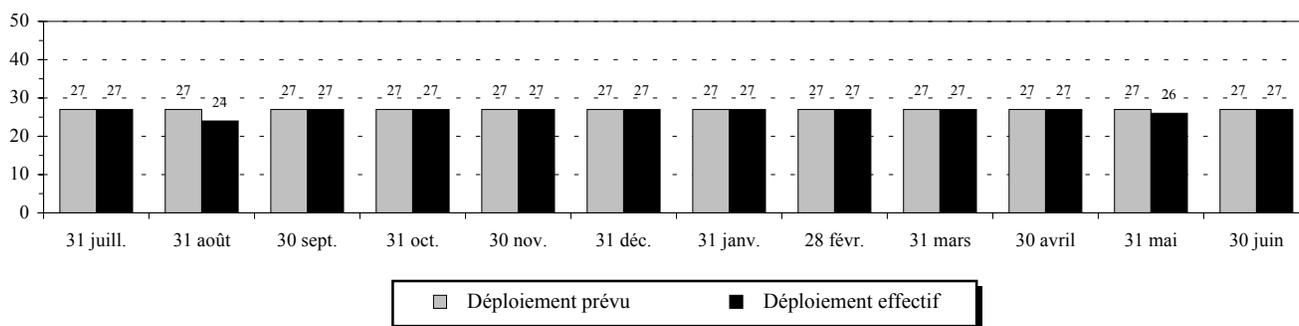
Annexe III

Déploiement prévu et déploiement effectif du personnel militaire et civil (période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001)

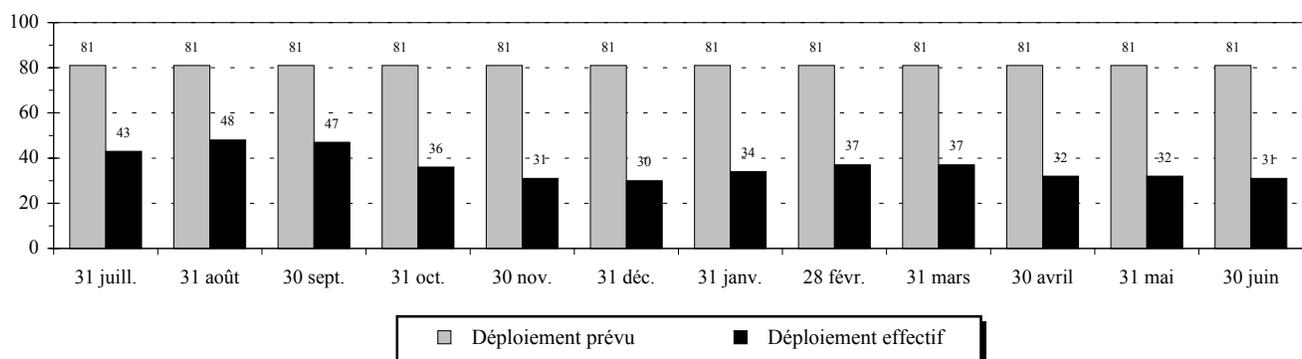
1. Observateurs militaires



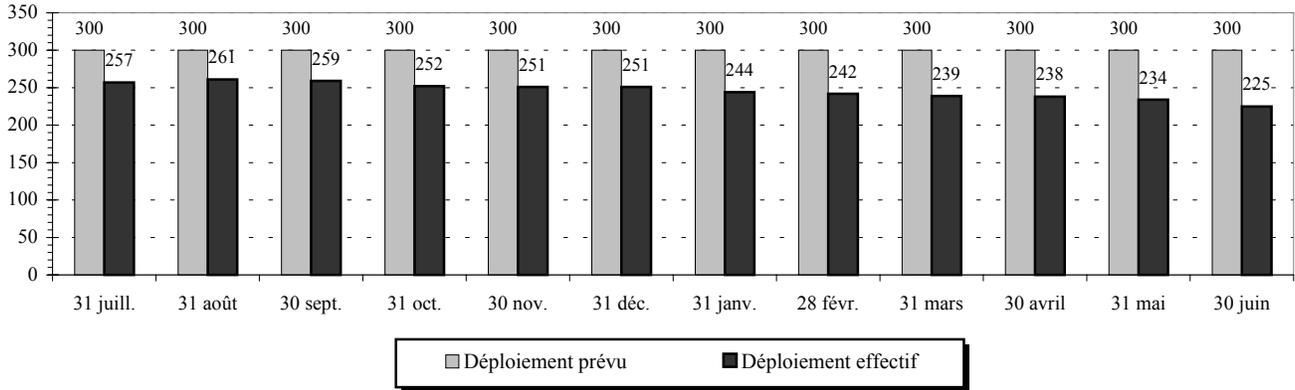
2. Contingents



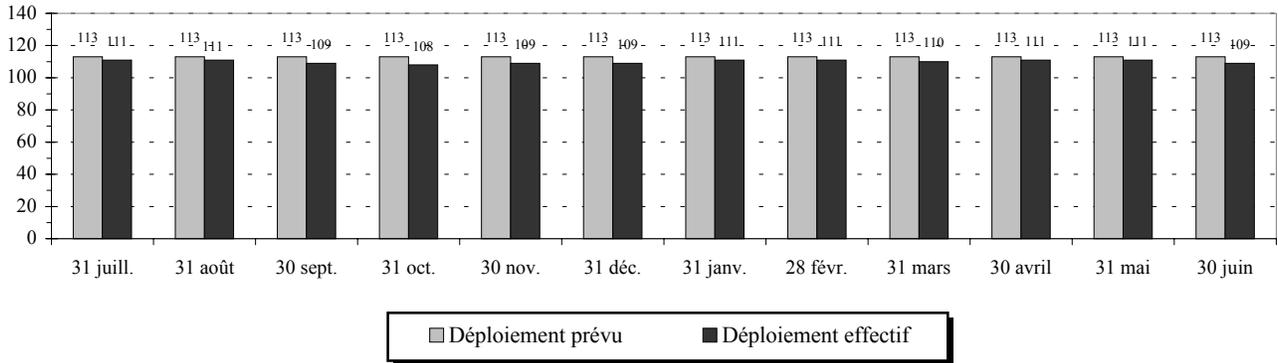
3. Police civile locale



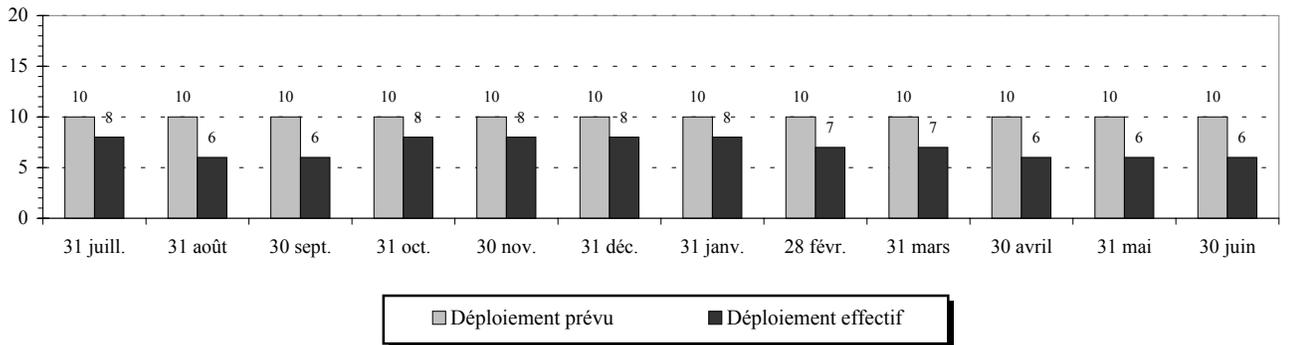
4. Personnel international



5. Personnel local



6. Observateurs de l'OUA



Annexe IV

Montant réparti et dépenses effectives (période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001)

(En milliers de dollars É.-U.)

